ARCELORMITTAL EL HADJAR

Bref débrayage des travailleurs du cœur de métier

La majorité des travailleurs du cœur de métier (haut-fourneau n°2, PM aggloméré, aciéries à oxygène…) du complexe sidérurgique ArcelorMittal d'El Hadjar ont réintégré leurs postes hier vendredi vers 10 h du matin, après un débrayage de moins de 48 heures.

La fin de la grève est intervenue après que le tribunal d'El Hadjar, qui statuait sur une plainte en référé déposée par la DG, ait déclaré la grève illégale et ordonné la reprise du travail.

Les grévistes, représentant près du dixième du total des effectifs d'ArcelorMittal El Hadjar, au nombre de 5 200, réclamaient le versement d'une prime de risque qui a été retirée de la grille générale des salaires de la société.

Vu les conditions difficiles et dangereuses auxquelles cette partie des travailleurs fait face, cette prime a été intégrée, il y a plus d'un an, dans la grille générale des salaires après les négociations entre le partenaire social et la DG, mais n'a jamais été suivie d'effet depuis.

Cependant, ce bref débrayage n'a pas eu l'impact escompté sur la filiale algérienne du leader mondial de la sidérurgie du fait d'abord d'une rupture de stock de la matière première (le minerai de fer) et, ensuite, du désintérêt affiché par les représentants syndicaux.

Photo : DR

La rupture de stock est la conséquence du récent déraillement d'un train de phosphate au niveau de Bouchegouf (Guelma), voie ferrée électrifiée par laquelle est également acheminé le minerai de l'Ouenza et de Boukhadra (Tébessa) vers le complexe d'El Hadjar.

Cet accident ferroviaire, qui a endommagé plusieurs dizaines de mètres de rail, a rendu cette ligne hors d'usage.

Il coïncidait également avec les fêtes de l'Aïd El Adha, synonyme de repos des routiers qui suppléaient par leurs mastodontes aux wagons, en fournissant au complexe la matière première nécessaire à son fonctionnement.

A. Bouacha

ILS DÉBRAYERONT LES LUNDI ET MARDI PROCHAINS

Les travailleurs de la formation professionnelle protestent

Le Syndicat national des travailleurs de la formation professionnelle (SNTFP) a décidé d'observer deux jours de protestation, lundi et mardi prochains. Il dénonce la non-prise en charge de sa plateforme de revendications.

Les travailleurs de la formation professionnelle ont décidé de renouer avec la protestation.

Leur plateforme de revendications déposée auprès du ministère de tutelle depuis 2009 n'est toujours pas satisfaite. Pour faire aboutir leurs doléances, ils ont décidé d'observer deux jours de grève à partir de lundi prochain, à l'appel de leur syndicat. Les protestataires revendiquent la révision du statut général des travailleurs de la formation professionnelle, notamment le volet relatif aux conditions de promotion des corps communs, ouvriers professionnels et les corps spécifiques, l'ouverture de postes budgétaires pour l'ensemble des fonctionnaires remplissant les conditions statuaires pour l'accès au grade supérieur, la formation des fonctionnaires ainsi que l'intégration des corps communs et ouvriers professionnels dans le secteur.

Le SNTFP revendique également des primes du Sud et des Hauts-Plateaux ainsi que l'élaboration d'une liste des maladies chroniques.

S. A.

AIN-DEFLA : ÉDUCATION

Le Cnapest se joint au mouvement de contestation de l'UNPEF

Répondant à l'appel du bureau de wilaya de l'U N P E F (Union nationale des professionnels de l'éducation et de la formation) quelques 300 à 400 enseignants adhérents à cette formation syndicale se sont regroupés mercredi matin devant le siège de la Direction de l'éducation pour dénoncer «les dysfonctionnements des services qui sévissent dans la gestion de la Direction» avec entre autres le retard (un mois) du versement de la prime de rendement du 3e trimestre de l'année en cours et qui aurait du être versée au courant de la première semaine du mois d'octobre en plus d'autres retards de plus d'un an pour la liquidation des indemnités dues pour certains.

La contestation a été vive et la tentative par le directeur du secteur de nouer le dialogue avec les représentants n'a rien donné puisque les manifestants ont opposé une fin de non-recevoir.

Les esprits se sont échauffés, la pression est montée d'un cran et un groupe de «durs» est arrivé même à s'infiltrer dans les locaux, menaçant nettement d'éjecter tous les fonctionnaires de leurs bureaux. Il a fallu l'intervention du secrétaire général de wilaya du mouvement pour calmer les esprits et faire rebrousser chemin à ceux-là qui avaient tenté ce coup de force. Néanmoins, tout le monde criait à l'unisson «A, B, C, D, E …. dégage («Irhal») et ce, pendant de longs moments, mais toutefois en présence et sous la surveillance d'un service de police plutôt discret qui n'a pas eu a intervenir.

Ce n'est qu'en début d'après-midi qu'un représentatif des contestataires a daigné lier langue avec le directeur et se réunir autour d'une table avec le responsable du secteur.

A l'avantage de l'administration du secteur, le versement de la prime qui a déclenché ce mouvement, avait été effectué par les CCP dans la nuit de mardi à mercredi. Cependant, lors de cette réunion ont été passés en revue les nombreux problèmes auxquels se trouvent confrontés les professionnels du secteur et surtout les retards enregistrés dans la régularisation des situations financières et l'irrégularité des versements des traitements.

Toutefois, selon ce que nous savons sur ce secteur, ce genre de problèmes qui sont devenus le cheval de bataille des formations syndicales ne date pas d'hier mais depuis des années, voire des décennies, devenant presque un cas spécifique à la wilaya de Ain-Defla, à la différence des autres wilayas.

Pour mettre fin à ce malaise, L'UNPEF a exigé l'arbitrage et l'engagement de l'administration de la wilaya. Aussi, en fin d'après-midi, représentants de l'U N P E F et directeur de l'éducation ont tenu une autre réunion cette fois au siège de la Wilaya sous l'autorité du secrétaire général, représentant le wali.

A la fin de cette réunion, nous avons appris qu'une autre réunion a été programmée pour le début de cette semaine et qui regroupera cette fois outre une commission qui sera dépêchée par le ministère de l'Education nationale, le Directeur de l'éducation, le directeur d'Algérie Poste, le trésorier, le contrôleur financier et les représentants des formations syndicales. «Cette réunion permettra de situer les responsabilités de chacune des parties, d'harmoniser le fonctionnement global, pour que prennent fin, … enfin ces dysfonctionnements qu'on justifie ici et là par «ce n'est pas moi c'est l'autre qui est fautif», nous a-t-on fait savoir.

Pour ce qui est des demandes verbales de départ de certains fonctionnaires de la Direction de l'éducation, formulées par les uns et les autres, le responsable du secteur est clair :

«Ce sont des accusations pour le moment tout à fait subjectives et que rien, aucune preuve concrète n'est produite … Personne n'a le droit de porter des accusations gratuites et nous ne pouvons réparer des injustices, si injustices il y a par de vraies injustices» nous a-t-il dit. Jeudi, c'est au tour du Cnapest de rassembler ses troupes devant le siège de la Direction de l'éducation dès le début de la matinée.

Les revendications du Cnapest sont au nombre de 3 à savoir «l'assainissement des services de la Direction de l'éducation des éléments nuisibles à l'origine des problèmes que connaissent les enseignants, la désignation d'une commission de contrôle ministérielle, la régularisation de toutes les situations consignées sur les P-V des réunions de janvier et de juillet 2011 sans qu'on nous désigne d'autres secteurs comme responsables de nos problème.»

Ainsi, les similitudes et la concordance des revendications de ces deux formations syndicales ne sont pas sans indiquer que le malaise est réel et profond dans ce secteur si sensible qui touche à l' avenir de nos enfants. Aussi ne dit on pas «aux grands maux les grands remèdes ?»

Karim O.